

ayant pour but de donner à Canberra une plus grande visibilité dans la région et d'établir la place de l'Australie au nombre des pays de la région d'Asie-Pacifique.

Dans un discours prononcé le 12 août 1987 devant la conférence sur la sécurité et le contrôle des armements dans le Pacifique Nord (*Conference on Security and Arms Control in the North Pacific*),<sup>12</sup> le ministre des Affaires étrangères Haydon s'est dit d'avis que le moment était propice pour mettre en place des MRC régionales, examiner sérieusement les propositions de limitation des armements navals et lancer un «dialogue entre les superpuissances sur les questions touchant au Pacifique». Le discours a été suivi d'un certain nombre de conférences et de séminaires à caractère semi-officiel portant particulièrement sur les MRC militaires à mettre en oeuvre en Asie-Pacifique et dans le Pacifique Nord. Le 27 juillet 1990, le ministre des Affaires étrangères Evans soumettait à l'*International Herald Tribune* un article intitulé «What Asia Needs is a Europe-Style CSCA», qui contenait la phrase suivante :

«Il n'est pas déraisonnable de s'attendre à ce que les nouveaux schémas européens de coopération entre anciens adversaires trouvent leur écho dans cette partie du monde.»

M. Evans a développé cette idée à l'occasion de la Conférence postministérielle (CPM) de l'ANASE d'août 1990. Les tenants de l'initiative l'ont appelée «DSAP» (Dialogue sur la sécurité en Asie-Pacifique) mais ses opposants, beaucoup plus nombreux, surtout au Japon et aux États-Unis, n'ont pas tardé à la surnommer «CSCA» (Conférence sur la sécurité et la coopération en Asie-Pacifique).

Tokyo a rejeté de toute pièce la formule CSCA, en postulant qu'elle conférerait à l'Union soviétique de la respectabilité dans la région sans qu'elle soit tenue de réduire ses forces en Asie-Pacifique et qu'elle risquait d'augmenter l'influence des Soviétiques en prévision des visites prévues au Japon par Chevardnaze et Gorbatchev. L'antipathie manifestée par les Japonais reposait sur la croyance que les Soviétiques profiteraient de l'appui accordé à un dialogue sur la sécurité régionale pour amener à un palier multilatéral le différend frontalier des territoires du Nord/îles Kouriles du Sud qui oppose l'URSS et le Japon.

L'accueil glacial que Washington a réservé à la CSCA était moins nuancé et plus facile à expliquer (du moins pour les Américains). Au moment où l'influence des Soviétiques est à la baisse en Asie-Pacifique, il n'y a aucune raison de remplacer les alliances militaires bilatérales dirigées par les États-Unis, dont le succès est confirmé, par un forum multilatéral qu'il reste à définir et dans lequel l'influence exercée par les États-Unis serait nécessairement diluée. La ritournelle de prédilection des décideurs était «si une chose fonctionne bien, inutile de la réparer».

Pour toute réponse, les Australiens ont donné plus d'ampleur à leur initiative (ce afin de l'éloigner du principe de la CSCE) et l'ont différenciée des propositions avancées antérieurement par les Soviétiques.<sup>13</sup> Dans un discours intitulé «La sécurité de l'Australie en Asie»; qu'il a prononcé devant l'*Asia-Australia Institute* le 24 mai 1991, le